

4. Quelles mesures prend-on afin qu'une fois le transfert effectué le personnel de la gendarmerie provinciale de la Colombie-Britannique qui désire permuer dans la Gendarmerie royale du Canada conserve son statut actuel ou jouisse d'un statut qui ne sera pas inférieur du point de vue de l'ancienneté de service?

5. Quelles dispositions prend-on en vue de s'assurer que l'on ne diminuera pas la solde des membres de la gendarmerie provinciale de la Colombie-Britannique qui, en permutant dans la Gendarmerie royale du Canada, conserveront leur statut actuel?

**L'hon. Stuart S. Garson:**

1. Le 18 avril 1950.
2. Non.
3. Les négociations ne sont pas terminées.
4. Des officiers de la Gendarmerie royale du Canada étudient la situation de ce point de vue.
5. Des officiers du personnel de la Gendarmerie royale du Canada étudient la situation en ce qui a trait à la solde.

### QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

SALLES D'EXERCICES DE DUNDAS (ONTARIO)—  
RÉPARATIONS OU RAJOUTS

**M. Lennard:**

1. Entreprendra-t-on des réparations ou des rajouts aux salles d'exercices de Dundas (Ontario)?
2. Dans le cas de l'affirmative, les travaux seront-ils exécutés en régie intéressée ou à l'entreprise?
3. Si les travaux sont exécutés à l'entreprise les demandes de soumissions ont-elles été publiques ou privées?
4. A qui a-t-on adjudgé le contrat et pour quel montant?

LES DOMMAGES CAUSÉS PAR LES INCENDIES,  
DE 1946 À 1949

**M. Browne (Saint-Jean-Ouest):**

1. Au cours des années civiles 1946 à 1949, quel a été le montant des dommages causés a) aux forêts, b) aux propriétés industrielles, c) aux habitations, par des incendies, dans chaque province du Canada?
2. Combien de personnes ont perdu la vie et combien ont été blessées, lors de ces incendies, au cours de la même période?

**L'hon. M. Bradley:** Je dépose le document.

LA DOMINION STEEL AND COAL CORPORATION—  
SUBVENTIONS, ETC.

**M. Gillis:**

1. Au cours de l'année civile 1949, a-t-on versé quelque somme à la *Dominion Steel and Coal Corporation*?
2. Dans le cas de l'affirmative, quelle somme a-t-on versée à titre a) de subvention, b) de prime, c) de remboursement en vertu de la loi des taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes pour l'exploitation du *Sydney and Louisbourg Railway*?

[M. Fulton.]

CRÉDITS ET PRÊTS À L'ÉTRANGER

**M. Low:**

Relativement aux prêts ou crédits accordés par le Canada aux nations d'outre-mer, quelle somme a été accordée à chaque nation et quelle somme chaque nation a-t-elle dépensée, au cours de chaque année, à compter de juin 1945 jusqu'au 31 mai 1950?

### LES INONDATIONS

SUD DU MANITOBA—VISITE DU MINISTRE DES  
FINANCES—DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
AU SUJET DE L'AIDE FINANCIÈRE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. J. A. Ross (Souris):** J'aimerais poser une question au ministre des Finances. A-t-il reçu une estimation des pertes financières que le débordement de la rivière Rouge a causées au Manitoba? La province a-t-elle demandé une subvention provisoire?

**L'hon. Douglas Abbott (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, j'ai fait hier un très intéressant séjour à Winnipeg. J'ai reçu un rapport provisoire de la Commission mixte instituée par le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral, en vue de recueillir les faits qui permettront aux deux gouvernements d'établir leurs obligations financières respectives. J'étudierai la question avec mes collègues aujourd'hui. J'espère être en mesure demain de déposer le rapport et de donner des explications.

SUD DU MANITOBA—MENSUALITÉS À L'ÉGARD DES  
MAISONS ÉVACUÉES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. George Prudham (adjoint parlementaire au ministre des Ressources et du Développement économique):** Le représentant de Selkirk (M. Bryce) a hier demandé si la Société centrale d'hypothèques et de logement avait fait des démarches auprès des compagnies d'assurance pour qu'elles permettent aux personnes évacuées de s'abstenir de verser leurs mensualités à l'égard de la période pendant laquelle leurs familles ont été déplacées. Je répondrai que la Société centrale d'hypothèques et de logement n'a pas le pouvoir de faire de telles démarches. Je comprends toutefois que les sociétés de prêts étudient le problème depuis quelques jours, mais aucune décision n'a encore été annoncée.

### LOI DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES

ÉLECTION COMPLÉMENTAIRE DE CARTIER—  
IMPRESSION EN LANGUE ANGLAISE DES AVIS ET  
AFFICHES RELATIFS AUX ÉLECTIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Léon Balcer (Trois-Rivières):** J'aimerais poser une question au secrétaire d'État. Sait-il que dans la circonscription électorale de